



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 10 décembre 2021

**Déclaration de M. Jean CASTEX, Premier ministre devant la communauté  
française d'Espagne  
depuis la Résidence de France à Madrid**

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur l'Ambassadeur,  
Monsieur le Député,  
Mesdames et Messieurs les Consuls généraux,  
Mesdames et Messieurs les conseillers des Français de l'étranger,

Je salue également les proviseurs et membres du réseau éducatif français en France, les consuls honoraires, les présidents d'associations, les représentants du monde économique et plus généralement, mes chers compatriotes.

Je suis extrêmement heureux de me trouver à Madrid aujourd'hui.

Vous le savez, je suis venu rencontrer le Président du gouvernement espagnol, M. Pedro SANCHEZ, qui m'a fort bien reçu ce matin, pendant une heure et demie. J'étais accompagné de Gérald DARMANIN, ministre de l'Intérieur, qui me demande de l'excuser auprès de vous car il a dû regagner Paris. Nous sommes allés ensuite à l'ambassade, chez vous, Monsieur l'ambassadeur, puis nous avons déambulé dans le vieux Madrid. C'était pour moi, je ne vous le cache pas, chers compatriotes, un grand moment d'émotion parce que comme vous sans doute, j'aime beaucoup l'Espagne. J'ai eu l'immense chance d'y faire, c'était il y a bien longtemps, en 1989, mon stage ENA. J'y ai donc passé 6 mois mais c'était, je pense que vous pouvez vous le représenter, un moment très particulier. Ironie de l'histoire, parmi les sujets évoqués avec le

chef du gouvernement espagnol, tout à l'heure, il y a eu la préparation de la présidence française eu Conseil de l'Union européenne qui, comme vous le savez, débutera dans 21 jours et le semestre que j'ai effectué à l'ambassade en 1989, le premier, était la période très précisément où, pour la première fois de son histoire, l'Espagne, qui avait rejoint ce que l'on appelait à l'époque la CEE (la Communauté économique européenne) la présidait pour la première fois.

C'était un moment exceptionnel, évidemment, pour l'Espagne, conclu par un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui avait notamment conduit le Président François MITTERRAND, alors en fonction, à venir à Madrid. Et c'était une période où l'Espagne était en pleine construction... même reconstruction. La transition démocratique était terminée. On était en 1989 quasiment, mais il y avait une soif de vivre. Il y avait des drapeaux européens partout. Il faut s'imaginer qu'à cette période, il y avait encore peu d'autoroutes qui reliaient Madrid au reste de l'Espagne. Vous le savez, en 1981, ce pays était encore classé « pays en voie de développement » (PVD) comme on disait à l'époque.

Un boom économique considérable dont je fus le témoin, une vie nocturne développée et active : c'était encore la Movida. Voilà un pays, pour moi qui suis un homme du sud de la France, qui m'a toujours été très proche. Ma capitale régionale, c'était et c'est toujours Toulouse, pays ou ville dont Claude NOUGARO a dit que l'Espagne y poussait un peu sa corne tant, vous le savez, le nombre de réfugiés qui s'y trouvent, qui y vivent ou leurs descendants, est élevé.

Bref, vous le comprenez, j'avais de multiples raisons d'espérer ce voyage depuis longtemps ici à Madrid. J'étais évidemment revenu depuis 1989 à plusieurs reprises à Madrid en particulier, en Espagne en général. Mais le faire en ma qualité de Premier ministre revêt évidemment une saveur particulière. Et bien entendu, et je vous remercie, Monsieur l'ambassadeur, d'avoir pris cette initiative, j'ai souhaité venir à votre rencontre. Alors évidemment, dans ces circonstances particulières, marquées par la crise sanitaire, nous n'avons pas pu inviter tout le monde comme nous l'aurions souhaité, pour limiter les interactions. Il a fallu évidemment que je respecte à votre endroit les prescriptions que j'ai moi-même édictées pour l'ensemble des citoyens de la République, compte tenu de la résurgence épidémique. Vous savez qu'elle est en France très forte. Alors j'ai compris qu'ici, vous parliez de sixième vague. En France, nous n'en sommes qu'à la cinquième. Enfin, peu importe. Il y a toujours un petit décalage. Vous avez tous noté que c'est plutôt l'Europe de l'Est qui a ouvert le bal de cette vague-ci. Elle est particulièrement forte en France. Je vois qu'ici, elle l'est moins, mais que le taux de progression est

rapide.

La France se trouve actuellement dans une situation assez difficile, même si depuis quelques jours, le rythme de progression s'est un peu ralenti ; le fameux taux de reproduction, le R, est aussi un peu orienté à la baisse mais il n'empêche que maintenant tout le monde est devenu expert de ces indicateurs. Un taux d'incidence très élevé, beaucoup plus qu'ici, je le répète, et des tensions sur notre système hospitalier qui commencent à se ressentir et qui ont justifié le déclenchement de ce que l'on appelle le plan blanc un peu partout en France. Bref, après de nombreux mois, et comprenant parfaitement que la lassitude gagne, l'épidémie est toujours là. Vous le savez, même si je le rappelle toujours, nous avons appris à vivre avec le virus, pour reprendre une expression tôt employée par le Président de la République. Les progrès de la vaccination qui sont réels aussi en Espagne, qui sont forts dans notre pays et le recours, nous fûmes, vous le savez, l'un des premiers à recourir au pass sanitaire, nous protège incontestablement davantage, et en particulier avec des taux d'incidence aussi élevés. L'année dernière à pareille époque, nous avons dû déclarer le confinement, prendre des mesures de couvre-feu, bref, des mesures dites « de freinage » beaucoup plus sévères que celles auxquelles nous avons recouru en France. Évidemment, nous faisons tout pour ne pas avoir à prendre des mesures supplémentaires.

Nous nous y tenons évidemment toujours prêts au cas où. Mais un élément de ce point de vue très réjouissant, c'est le rythme de vaccination. J'espère qu'aujourd'hui ou demain nous franchirons le cap très symbolique de 90 % de nos concitoyens éligibles qui auront reçu leur première dose. Et quant à la dose de rappel, parfois appelée troisième dose, nous sommes à un rythme (rapporté à la population) le plus élevé d'Europe, c'est-à-dire supérieur à 700 000 injections par jour. Et évidemment, c'est notre principale arme, en France comme ailleurs, pour faire face à la pandémie.

Je sais qu'évidemment, tout cela vous a affecté aussi. Non seulement par ce qu'il s'est passé ici en Espagne, par les relations et les voyages ou les déplacements que vous avez depuis le début de cette affaire été conduits à effectuer en France. Et je voulais vous dire évidemment ma totale solidarité, mais aussi la détermination du Gouvernement de la République à faire face, à protéger nos concitoyens face à cette crise sanitaire. Nous le faisons depuis le premier jour et nous nous tenons donc toujours prêts à prendre les mesures les plus proportionnées que la situation appelle. Nous surveillons évidemment ce fameux variant Omicron, qui n'est pas celui qui cause aujourd'hui les difficultés présentes, mais qui pourrait évidemment se développer et, là aussi, face auquel nous devons être prêts.

Cette crise sanitaire a eu, vous le savez bien aussi, des conséquences économiques et sociales très fortes et je voulais vous dire que la préoccupation du Gouvernement, sous l'autorité du Président de la République, a toujours été d'y faire face. Nous l'avons fait, vous le savez, de deux manières qui vous concernent aussi indirectement.

La première, ce qui a été reconnu sous l'appellation du « quoi qu'il en coûte », a été d'éviter tout simplement que l'économie française s'effondre. Ce qui aurait pu être le cas, et je vous rappelle que l'Espagne a aussi été très durement touchée, que cette crise économique fille de la crise sanitaire, a entraîné une amputation de notre richesse nationale, de notre produit national brut, supérieure à la précédente crise financière de 2008-2010. Un impact quasiment équivalent à ce que nous avons connu dans de graves crises antérieures dont on se souvient en tout cas dans les livres d'histoire, la crise de 1929 et la Seconde Guerre mondiale.

Puis nous avons tout de suite embrayé avec un plan de relance offensif. Un plan de relance que j'ai moi-même annoncé en septembre 2020 et que nous ne cessons de déployer. Nous devrions à la fin de la présente année 2021 avoir consommé 70 % des fameux 100 milliards de ce plan. Nous avons beaucoup évoqué ce sujet avec le chef du gouvernement espagnol, façon de rappeler — mais je n'ai pas besoin, en particulier vis-à-vis de vous, de le faire — l'excellence de la réaction européenne face à cette crise. Elle l'a fait d'abord sur le plan sanitaire. Ses commandes groupées de vaccin, on ne le dit pas assez, le fait aussi que l'Europe soit la première zone productrice et exportatrice de vaccins dans le monde, nous a permis d'avoir une couverture vaccinale parmi les plus élevées. Et si on compare avec ce que fait l'Allemagne, ce que fait l'Espagne, ce que fait l'Italie, ce que fait la France, la vérité c'est que grâce à ce mécanisme de commandes homogénéisées nous progressons tous à peu près sur le même rythme. Et c'est très heureux parce que face à une pandémie il faut avancer au même rythme. Et j'en profite pour vous dire que, évidemment, nous devons, et la France est le troisième pays donateur du monde et c'est heureux, veiller à ce que la couverture vaccinale s'étende aux pays pauvres. C'est évidemment un impératif éthique et de solidarité, mais c'est aussi notre propre intérêt. Car dans une pandémie, si le virus n'est pas enrayé partout, il ne le sera finalement peut-être nulle part.

L'Europe a donc aussi été au rendez-vous de la relance économique, tant sur le plan de la politique monétaire que sur le plan de la politique budgétaire. Vous le savez, sur les 100 milliards que j'évoquais du plan de relance français, 40 %, c'est tout à fait considérable, proviennent de l'Union européenne.

Et je dois vous dire que grâce aux efforts collectifs que notre pays a consentis, cette stratégie économique et sociale a produit ses résultats puisque nous devrions atteindre pour l'année 2021 qui va se terminer dans quelques jours, un taux de croissance autour de 6,75%, c'est-à-dire l'un des plus dynamiques de la zone euro. Nous avons, dès le mois d'août dernier, reconstitué la richesse perdue du fait de la crise, alors que cela nous était annoncé au mieux pour 2023. Nous avons retrouvé en septembre le niveau de chômage qui était celui d'avant la crise et notre taux de création d'emplois est même le plus fort depuis deux ans. La France est aussi, d'après les sources Eurostat, le pays d'Europe qui a le mieux préservé le pouvoir d'achat en 2020 (ce sont les derniers chiffres que nous disposons des pays européens). Et nous continuons, je le dis pour mes compatriotes ici en Espagne, à être du point de vue économique l'un des pays les plus attractifs d'Europe et du monde.

Notre objectif, en réalité, et je crois que c'est le rôle de tout gouvernement, c'est bien entendu de gérer au mieux la crise, d'assurer votre protection, mais de chercher en toutes circonstances à en tirer le plus vite possible des enseignements structurels et il y en a beaucoup. Si bien que la relance dans laquelle nous sommes engagés, et je salue les nombreux chefs d'entreprise présents qui y concourent à leur manière, cette relance, évidemment, nous avons souhaité, et le Président de la République a expliqué hier soir que nous voulions prolonger au niveau européen cet élan, nous avons souhaité l'orienter vers des axes qui renforcent structurellement notre économie : la souveraineté, et notamment la souveraineté industrielle qui est autant une souveraineté nationale qu'une souveraineté européenne ; autre sujet, Monsieur l'ambassadeur, que j'ai longuement abordé avec le chef du gouvernement espagnol : la transition écologique, bien sûr, sujet qui nous mobilise et qui mobilise plus du tiers des financements du plan de relance ; et la cohésion sociale et territoriale.

Les résultats sont au rendez-vous si bien que, je parlais tout à l'heure des créations d'emplois, du chômage, l'une des principales difficultés qui n'est pas nouvelle et à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés, c'est de ne pas parvenir à pourvoir les emplois ainsi créés. Plus de 300 000 indique la Banque de France. Nous avons engagé là aussi des actions structurelles. C'est la réforme inédite de l'assurance chômage, dont l'objectif est à la fois de lutter contre les contrats courts et la précarité et de toujours inciter et préférer l'activité à la non activité. Cette réforme est entrée en vigueur de façon complète le 1er décembre dernier, nous espérons évidemment qu'elle produira ses résultats. Mais nous savons aussi que nous sommes face, vous le voyez partout dans vos activités, à une profonde mutation de notre économie, une profonde transformation qui suppose que nous élevions la

formation, la qualification à la fois de nos salariés et de nos demandeurs d'emploi. Et là encore, nous avons dégagé des moyens substantiels, pas seulement dans le plan de relance, pour relever ce défi. Enfin, nous avons incité les branches professionnelles – parce que nous considérons que ce n'est pas à l'État de le faire – de relever les salaires, surtout là où il y a des difficultés, d'engager des négociations. Il y a la célèbre branche des hôtels, cafés, restaurants où il y a des difficultés de recrutement particulièrement aigües. Nous leur avons demandé d'engager des négociations, un certain nombre progressent, d'autres aboutissent sur les conditions de travail, l'attractivité des métiers, mais aussi sur l'organisation ou la revalorisation des bas salaires. La progression de l'inflation, qui est, vous le savez, une des caractéristiques mondiales de cette reprise, même si vous constaterez que là encore, la France est un peu moins affectée que la moyenne des pays de la zone Euro, cela tient aussi à notre structure énergétique qui nous épargne un peu par rapport à ces phénomènes.

Bref, nous sommes mobilisés pour faire face aux circonstances présentes, protéger les Français, renforcer la France et son image, son attractivité, à laquelle, je le sais, vous concourez, je sais que la communauté française établie en Espagne, est une communauté nombreuse.

Monsieur l'Ambassadeur, Mesdames et Messieurs les Consuls généraux, Mesdames et Messieurs les Conseillers des Français, de l'étranger (on me dit qu'ils sont entre 150 000 et 200 000 personnes) nous nous occupons donc aussi, évidemment, de vous. Nous nous occupons des relations entre la France et l'Espagne, dont je n'ai pas besoin de plaider auprès de vous l'importance et le caractère stratégique et historique.

Le Président de la République et le Chef du gouvernement espagnol se sont réunis, c'était la vingt-sixième édition, à Montauban il y a quelques mois. Et nous nous employons à mettre en œuvre les décisions qui ont alors été prises, avec notamment la signature d'une dizaine de conventions, dont certaines ont un impact direct sur vos vies de concitoyens. Je pense bien sûr, mais il y en a d'autres, à l'accord facilitant la double nationalité franco-espagnole dont, Monsieur le Député, l'approbation parlementaire devrait intervenir au début de l'année 2022. Il y a aussi des questions, puisque les proviseurs sont là, sur les mécanismes de conversion de notes du baccalauréat, sur le déploiement de campus franco-espagnols, des métiers et des qualifications, bref, une série d'accords qui vont faciliter la vie quotidienne des ressortissants français et encore fluidifier davantage les relations avec les deux pays.

Je faisais allusion à votre député, cher Stéphane, qui est constamment à la manœuvre, et il a raison, pour nous dire qu'il faut que nous vous facilitions la vie dans les grands sujets de la transition économique que nous traversons. Il y a la révolution numérique et elle doit venir à l'appui, elle doit venir dématérialiser un maximum de procédures, vous faciliter la vie et nous allons encore sur ce sujet prendre des dispositions pour que vous puissiez en avoir des conséquences tout à fait concrètes.

Nous souhaitons, je reviens à nos relations avec l'Espagne, évidemment avoir une présidence française du Conseil de l'Union européenne, dont le Président de la République a présenté hier les orientations principales, à la fois ambitieuse et réaliste avec de nombreux objectifs qui ont été rappelés. Et pour les atteindre, nous comptons beaucoup sur le partenariat avec l'Espagne. Vous avez vu que récemment, après un travail très approfondi, la France et l'Italie ont signé le traité du Quirinal, un accord bilatéral extrêmement ambitieux. J'ai confirmé au président du gouvernement espagnol que nous avons évidemment, et il le partage, le même objectif avec l'Espagne. Nous avons d'ailleurs évoqué plusieurs sujets bilatéraux, notamment la question de la gestion des flux migratoires à la fois aux frontières extérieures de l'Espagne, mais également aux frontières qui réunissent nos deux pays.

Donc, ce fut comme toujours une rencontre extrêmement féconde, extrêmement utile, qui marque l'excellence des relations entre nos deux pays et qui sont un atout aussi, je le dis, pour l'avenir de l'Europe, puisque vous avez face à vous un chef de gouvernement résolument européen, mais qui est tout à fait lucide sur les améliorations que l'Union européenne appelle. Mais nous voyons bien que pour les plus grands défis qui sont devant nous, par exemple la défense, nous avons ce que l'on appelle la boussole stratégique avec une implication plus forte de l'Union.

Nous avons déjà fait des progrès, qu'il s'agisse de la transition écologique avec, par exemple, la taxation carbone aux frontières, qu'il s'agisse du numérique avec les règlements DSA et DMA qui devraient être adoptés sous présidence française. L'Europe est la bonne échelle. Il en va de même pour la souveraineté industrielle que nous entendons reconquérir. La crise sanitaire ayant fait apparaître des faiblesses dramatiques en matière de fabrication et d'approvisionnement d'un certain nombre de produits et de procédés. Là encore, nous le développons sur le territoire national. Mais nous avons, Mesdames et Messieurs et vous le savez, besoin de l'Europe. Nous avons besoin de l'Europe et nous avons besoin de relations fortes avec les pays amis,

les pays historiques dont l'Espagne pour poursuivre et amplifier cette Europe de plus en plus placée au service de nos concitoyens.

Mes chers compatriotes français, ici en Espagne, je suis convaincu que vous êtes ici heureux. Vous êtes Monsieur l'Ambassadeur, avec vous, les représentants de la France en Espagne. Voilà ! Pour développer ces valeurs, vanter notre pays, fortifier aussi les relations avec le partenaire espagnol. La langue française est une belle langue qui mérite d'être propagée, enseignée. Nous ferons tout ce qu'il faut. J'en parlais encore tout à l'heure avec notre ambassadeur pour conforter nos établissements d'enseignement en France, notre coopération culturelle et il y a, vous le savez, beaucoup de développement à ce titre avec l'Espagne.

Je veux vous dire que, comme tous les Français du reste à l'étranger, je suis ce matin à Madrid, vous êtes une chance pour notre pays. Raison pour laquelle vous êtes aussi au centre de nos préoccupations. C'est le message que je suis venu vous apporter, vous dire aussi que je compte sur vous pour développer la marque et les valeurs de la France à l'étranger dans nos pays amis pour investir, pour conforter l'attractivité de notre pays. Pour vous dire simplement que je pense à vous. Je ne dis pas que je vous envie, presque, parce que vous êtes dans un pays que j'aime beaucoup et évidemment que vous pouvez en toutes circonstances, Mesdames et Messieurs, compter sur le Gouvernement de la République.

Merci beaucoup.